

POSTES ET MISSIONS A L'ETRANGER (HORS AEFÉ)

MOUVEMENT 2006 (Transparence N°6)

1) REINTEGRATION

2) MISSIONS DE COURTE ET MOYENNE DUREES

3) POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES

Cette sixième période de dépôt de candidatures sera close le dimanche 11 juin 2006 à minuit heure de Paris.

Pour les postes d'AT, tous les candidats devront effectuer une double démarche

1 – postuler sur le site du MENESR : compléter la rubrique « saisie d'un vœu »

2 – transmettre directement au MAE un CV et une lettre de motivation par courriel aux adresses indiquées en fin de chaque profil de poste.

Pour pouvoir postuler, tous les candidats doivent avoir saisi un CV :

1 – Si vous êtes un nouveau candidat, vous pouvez saisir un CV pour cette période de dépôt de candidature (avant le 11 juin 2006)

2 – Si vous avez déjà saisi un CV, vous pouvez le modifier, mais vous ne pouvez en aucun cas en créer un nouveau. Vous pouvez formuler un maximum de 4 vœux.

Il vous appartient de consulter régulièrement le site du MENESR pour connaître la date du début d'une éventuelle période complémentaire, liée à la publication d'une nouvelle liste de postes.

1) REINTEGRATION

Réintégration

Ce choix concerne les agents détachés auprès du ministère des affaires étrangères, en poste à l'étranger dans un service culturel, un établissement culturel ou sur un poste relevant de l'assistance technique (les personnels AEFÉ ne sont pas concernés), qui arriveront en fin de contrat en septembre 2006 et souhaiteraient bénéficier d'un accompagnement lors de leur réintégration en France.

Cette aide apportée lors de la recherche d'un emploi spécifique est indépendante de la procédure administrative de réintégration dans le corps d'origine laquelle doit être adressée -dans les délais requis par l'administration- aux directions gestionnaires de personnels (direction des personnels enseignants ou direction des personnels d'encadrement) ou aux gestionnaires des établissements dont dépend l'agent. Cette demande de réintégration dans son corps d'origine pour y assurer les fonctions correspondantes est obligatoire à l'issue d'un détachement et n'obère en rien la démarche entreprise pour une seconde mission auprès du MAE.

Dans le cadre de ce retour, le MENESR et le ministère des affaires étrangères mettent en œuvre une politique concertée d'aide à la réintégration des personnels du MENESR arrivés en fin de détachement à l'étranger, que le bureau du réseau extérieur et de la coopération (DRIC A4) est chargé de mettre en place.

Le télégramme diplomatique n° 27840 du 28 avril 2005, qui fournit toutes les informations nécessaires sur l'aide qui peut vous être apportée, peut être obtenu par chaque agent auprès du service culturel de l'ambassade de France de son pays de résidence.

Il est important de rappeler que le vœu « réintégration » n'est pas inclus dans la limite des quatre vœux pour un poste à l'étranger. Si vous terminez un premier contrat, vous pouvez à la fois formuler quatre vœux pour un nouveau poste à l'étranger et un vœu réintégration.

Après avoir saisi votre curriculum vitae, vous pouvez donc, dans la fiche de vœux, cocher le vœu « réintégration » et, dans la partie réservée au rédactionnel libre, vous préciserez votre académie de rattachement (ou celle que vous souhaitez si vous ne connaissez pas encore votre affectation), le type de poste qui pourrait vous intéresser, vos régions préférentielles ainsi que les éléments de motivation qui vous semblent les plus pertinents de signaler.

Toute information complémentaire concernant le suivi de votre dossier doit être demandée par courrier électronique à dric-a4@education.gouv.fr.

2) MISSIONS DE COURTE ET MOYENNE DUREES

Missions de courte et moyenne durées

Ce vœu n'est pas un vœu comme les autres, il concerne les agents expatriés ou non, désireux de participer à des missions à l'étranger pour des périodes de courte ou moyenne durée.

La réforme de l'assistance technique se poursuit. L'assistance technique de « substitution » est en partie remplacée par une assistance technique de « conseil ». A l'assistance technique dite « résidentielle », qui demeure le point d'appui de la coopération, s'ajoute désormais une assistance technique basée sur des missions de courte et moyenne durées.

Des missions ponctuelles sont également à prévoir dans le cadre de la gestion des crises internationales.

Outre la réponse à une demande de la coopération bilatérale, cette assistance technique de conseil pourra également répondre à la demande multilatérale (Union Européenne, Banque mondiale...).

D'ores et déjà, chaque ministère technique doit se doter d'un vivier d'experts. La DRIC s'organise pour répondre aux différentes demandes d'experts dans les domaines suivants : jeunesse, éducation, formation, recherche.

Les agents concernés doivent être capables d'analyser une situation et de définir les actions qui seront réalisées par des ressortissants du pays bénéficiaire. Ils doivent également avoir des compétences en matière d'évaluation.

Après avoir saisi votre curriculum vitae, vous pouvez donc, dans la fiche de vœux, cocher le vœu « missions de courte et moyenne durées » et dans la partie réservée au rédactionnel libre, préciser une synthèse de vos compétences particulières, les zones géographiques que vous connaissez bien, le type de missions qui pourrait vous intéresser et quelques éléments de motivation

Dans le cas où vous seriez également candidat à des postes du réseau culturel ou à des postes relevant de l'assistance technique, le vœu « missions de courte et moyenne durées » n'est pas inclus dans la limite des quatre vœux pour un poste à l'étranger.

3) POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES

BAH-SR-0002 : BAHREIN (MANAMA)

Université Arabe du Golfe

Directeur de l'Ecole Supérieure des Affaires (ESA Gulf)

Prise de fonction : Septembre 2006

Durée du contrat : 2 ans.

Basé à Manama, le directeur (responsabilité académique et administrative) de l'ESA Gulf, créée avec l'Arabian Gulf University (AGU), université régionale financée par les Etats du Conseil de Coopération des Etats du Golfe (CCEAG : Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït, Qatar, Sultanat d'Oman), aura pour mission d'ouvrir la nouvelle structure et d'assurer son développement de façon à parvenir aussi vite que possible à son autofinancement. Cette école est développée grâce à un partenariat entre l'AGU et IFRAME (Institut Français pour le Management des Entreprises), dépendant de la Chambre de Commerce et d'industrie de Paris (CCIP), dont dépend également l'Ecole Supérieure des Affaires de Beyrouth (membre du réseau de la CCIP). L'ESA Gulf comprendra une école de management qui délivrera des formations généralistes et spécialisées sanctionnées par des diplômes, ainsi qu'un « Business Center » mettant en place des formations spécialisées répondant à des besoins spécifiques des entreprises. Les formations seront délivrées en anglais et mises en place au fur et à mesure de la croissance de l'école. Les premières formations dispensées seront un Master en Management de l'Hôpital et de la Santé, un Master en management de l'Energie et un Master en Finance Islamique. Un programme MBA Exécutif est également prévu à court terme.

L'Assistant Technique exercera ses fonctions sous la responsabilité directe de la Direction de l'ESA et de la Direction de l'AGU, en coordination étroite avec l'ESA, son opérateur et en conformité avec les règles de gouvernance contractuelles décrites dans la Convention de création de l'ESA Gulf signée le 22 avril 2006. Il dépendra administrativement de l'Ambassade de France à Manama, qu'il devra tenir régulièrement informée des évolutions du projet, notamment par l'intermédiaire du SCAC.

Attributions : Mise en œuvre et organisation de l'ESA Gulf en relation avec l'Arabian Gulf University (AGU), pour en faire l'Ecole de Management de l'AGU et en relation étroite avec l'ESA comme opérateur académique, conformément aux principes

de gouvernance des meilleures écoles de management dans toutes ses dimensions (juridique, financière et managériale). Participation à la définition de la stratégie générale de l'ESA Gulf et coordination des différents départements qui constitueront l'ESA Gulf, ainsi que des personnes qui pourraient y être rattachées. Identification des demandes et des besoins des entreprises des secteurs public et privé en terme de formation du personnel dans le domaine du management ou dans des domaines plus techniques relevant de la gestion des entreprises. Lancement de programmes de formation au management destinés à répondre aux besoins identifiés et conformes aux accords établis entre les partenaires de l'ESA Gulf, selon deux logiques : des programmes de formation diplômants ; des programmes de formation sur-mesure pour les entreprises ou sous forme de séminaires ouverts. Organisation de ces programmes dans leurs différentes dimensions (ingénierie pédagogique, mission d'experts, communication et promotion des programmes, mise en œuvre, suivi budgétaire et financier etc.). Promotion générale de l'ESA Gulf dans son environnement (l'ensemble des pays du Golfe Arabe), aussi bien auprès de partenaires institutionnels que de partenaires privés. Recherche de moyens de financement destinés à développer les différents projets et activités de l'ESA Gulf.

L'Assistant technique devra avoir une très bonne connaissance et expérience dans le secteur de l'enseignement supérieur de gestion, en France et à l'étranger, attestées par son cursus universitaire et professionnel. Une bonne connaissance des Grandes Ecoles de Gestion en France et en Europe et plus particulièrement du réseau des écoles de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (CCIP) est un plus.

Une expérience réussie en ingénierie de programmes académiques est un pré-requis indispensable.

Sont attendues de lui des capacités d'écoute, ainsi que d'adaptation à un contexte culturel et professionnel exigeant. Parfaitement anglophone, idéalement arabisant et connaissant le monde arabe il devra être opérationnel à très brève échéance.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et agnes.brault@diplomatie.gouv.fr

CAE-FPS-9007 : CAMEROUN (DOUALA)

Institut Supérieur de Technologie

Assistant technique assurant la direction de l'IST

Prise de fonction : Octobre 2006

Durée du contrat : 2 ans.

L'Assistant Technique a la responsabilité du fonctionnement et du développement de l'Institut Supérieur de Technologie créé, à Douala, en 2004, par l'Université Catholique d'Afrique Centrale (Yaoundé-Cameroun) qui en a confié la maîtrise d'œuvre au Groupe ICAM (Institut Catholique d'Arts et Métiers, Paris) ; cette mission s'inscrit dans le cadre global du déploiement de l'Institut dans la sous-région d'Afrique Centrale à partir de ses deux sites : 1er cycle (2 ans d'études) basé à Pointe Noire (Congo-Brazzaville) pour la formation de Techniciens Supérieurs en Maintenance Industrielle, ouvert en 2002 ; 2ème cycle (3 ans d'études) basé à Douala (Cameroun) pour la formation d'ingénieurs par la voie de l'alternance. A ce titre : il anime et dirige l'équipe pédagogique et administrative composée de personnels permanents et vacataires et supervise les recrutements nécessaires ; il gère l'établissement dans un cadre budgétaire préalablement établi, et validé par le Conseil d'Administration auquel il rend compte ; il ordonnance les dépenses en équilibre avec les ressources ; il entretient et développe les relations avec les entreprises industrielles et de services dans le cadre spécifique du partenariat découlant du fonctionnement par l'alternance ; en concertation avec l'établissement de Pointe Noire, il organise les procédures d'admission des étudiants sur l'ensemble de la sous-région tant en formation initiale qu'en formation continue ; au cours des études, il s'assure de la réalisation des objectifs (quantitatifs et qualitatifs) organisationnels, académiques, scientifiques, techniques, éducatifs et relationnels au sein de l'Etablissement ; il est lui-même personnellement engagé, suivant ses disponibilités, dans les actions de formation ; il assure représentation et communication de l'IST auprès de toutes les instances et organismes de la vie publique au Cameroun et dans les autres Etats de la sous-région ; il assure également la supervision, à distance, du site de Pointe Noire, lui-même doté d'un directeur ayant une large autonomie ; il rend compte auprès des autorités de tutelle suivant des procédures convenues à l'avance : MAE, UCAC, Groupe ICAM, Autorités gouvernementales et locales des Etats concernés.

Ingénieur de formation première, l'AT dispose d'une double expérience, dans l'industrie et le monde économique d'une part, dans l'enseignement et le monde universitaire d'autre part, y ayant exercé dans les deux cas à différents niveaux de responsabilité dont ceux de direction. Il maîtrise les enjeux scientifiques, professionnels et éducatifs de l'Institut, vis-à-vis des personnes à former, jeunes ou adultes. Il a une bonne connaissance/expérience de la formation par l'alternance et des relations de partenariat avec les entreprises. Il a une bonne approche du tissu socio-économique africain ainsi que des réseaux internationaux. Il doit avoir une bonne pratique de l'animation d'équipes pluriculturelles, de la gestion administrative et financière et des relations publiques et institutionnelles.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

CEN-FPS-0016 : REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (BANGUI)**Université de Bangui****Conseiller auprès du directeur de l'institut universitaire de gestion des entreprises (IUGE)****Prise de fonction : Septembre 2006****Durée du contrat : 2 ans.**

Conseiller auprès du Directeur de l'Institut Universitaire de Gestion des Entreprises (IUGE) de l'Université de Bangui, l'assistant technique appuiera le renforcement des dispositifs de formation initiale et continue de l'IUGE et le suivi de l'insertion socio-professionnelle des diplômés. Il interviendra également directement dans les enseignements de comptabilité, finances et gestion. Sa mission se situera dans le cadre de la composante « appui aux formations professionnelles » du projet franco-centrafricain d'appui à l'enseignement supérieur centrafricain (SUPCA) pour lequel il apportera également son concours à la composante « renforcement des capacités administratives du Rectorat de l'Université de Bangui ». Le profil requis est celui d'un Docteur en gestion, maître de conférence ou professeur agrégé ayant une spécialité en expertise comptable. Une expérience antérieure dans un projet de coopération en Afrique serait un atout.

Missions : appui au renforcement des dispositifs de formation initiale et continue de l'IUGE, comprenant la réforme de certains programmes ; appui à l'élaboration d'un instrument d'enquête sur l'insertion socio-professionnelle des diplômés de l'IUGE ; intervention directe dans les enseignements de comptabilité, finances et gestion ; appui au renforcement de l'utilisation des TICE dans tous les enseignements ; travail de formation aux normes de l'organisation pour l'harmonisation du droit des affaires (OHADA) auprès des opérateurs économiques, des experts comptables et des formateurs (droit des affaires et plan comptable) ; suivi des partenariats avec les universités françaises ; participation à la définition d'ensemble des modalités de suivi, de contrôle et d'évaluation de l'Université de Bangui.

Profil : Docteur en gestion ou maître de conférences en gestion ou professeur agrégé avec une formation en expertise comptable ; niveau minimum de diplôme : Bac 5 ; domaine : Gestion, comptabilité, finance ; spécialité : expertise comptable ; expérience : enseignant expérimenté avec si possible une première expérience dans un pays en voie de développement ; pratique des cabinets comptables ; maîtrise du plan comptable OHADA ; formation de formateurs ; conception et animation de séminaires.

Personnalité : flexibilité et aptitude à l'encadrement d'une équipe et au travail en partenariat.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

EGY-SR-0016 : EGYPTE (LE CAIRE)**Université Française d'Egypte (UFE)****Assistant technique responsable de l'enseignement des mathématiques, Faculté d'Ingénierie.****Prise de fonction : Septembre 2006****Durée du contrat : 2 ans.**

Placé sous l'autorité de la présidente de l'UFE et du vice-président français pour les affaires académiques et de recherche et sous la responsabilité du doyen et du coordinateur français de la faculté d'ingénierie, l'assistant technique, mathématicien, maître de Conférence des universités ou professeur agrégé aura une activité d'enseignement ; il devra adapter les programmes et son enseignement aux exigences égyptiennes et françaises. Dans le cadre d'un travail en équipe il mettra en place des méthodes spécifiques et rigoureuses d'enseignement ainsi que des moyens d'évaluation adaptés. L'Université Française d'Egypte est une université égyptienne de droit privé. La faculté d'ingénierie, ouverte en septembre 2003, conduit en cinq ans à la formation de spécialistes dans les domaines des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de la production, Energie et contrôle automatique (PEC). Le cycle préparatoire de deux ans s'inspire du modèle des classes préparatoires intégrées et fait une place importante aux enseignements expérimentaux. L'assistant technique a comme missions de mettre en place une progression des cours adaptée au contexte local ; coordonner l'enseignement des mathématiques au sein de la faculté d'ingénierie, prévoir la répartition des tâches des professeurs et des assistants. Organiser des formations afin de mettre en place des méthodes. Travailler avec les assistants ; assurer une charge hebdomadaire de huit heures d'enseignement et développer les relations avec les milieux professionnels.

L'assistant technique, Maître de conférence des universités ou professeur agrégé devant faire la preuve d'une solide expérience et d'une grande compétence dans l'apprentissage des mathématiques pour l'ingénieur.

Une expérience préalable à l'étranger est évidemment souhaitable. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

L'université française d'Egypte est à 45 minutes de Maadi, banlieue résidentielle du Caire où il est facile de se loger ; possibilité de scolarisation des enfants au lycée français du Caire (à Maadi) conditions de vie agréables et culturellement riches.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et agnes.brault@diplomatie.gouv.fr

MAD-FPS-010 : MADAGASCAR (TANANARIVE)**Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique
Assistant technique responsable de la composante 2 du projet FSP.****Prise de fonction : Septembre 2006****Durée du contrat : 2 ans.**

L'assistant technique exercera ses activités au sein de l'équipe de coopération universitaire franco-malgache, dans un contexte de finalisation et de démarrage du nouveau projet FSP (LMD, rénovation du dispositif de l'enseignement supérieur et de la recherche malgache). Dans ce projet, il sera responsable de la composante « Renforcement de la recherche et structuration des formations doctorales ». Ce poste requiert d'excellentes qualités relationnelles et d'expérience du travail en équipe, une très bonne connaissance du système LMD et des structures d'écoles doctorales. Le candidat pourra se prévaloir d'une capacité à gérer les crédits de sa composante (sous l'autorité du chef de projet) et aura, si possible, une expérience de la coopération universitaire.

Cette mission comprend notamment le pilotage des appuis à la structuration des formations doctorales (Ecole Doctorale) mettant en œuvre les regroupements, le repositionnement de la recherche au centre du dispositif Mastère et Doctorat, le renouvellement et le renforcement de l'encadrement universitaire en priorisant certains domaines, en favorisant l'émergence de jeunes enseignants-chercheurs, la promotion des enseignants-chercheurs titulaires par l'aide à la publication. Ces actions prenant place dans le cadre des partenariats interuniversitaires, il sera un facilitateur des relations avec les laboratoires des universités, des écoles et des grands établissements de recherche français (IRD, CIRAD, CNRS, INRA, EHSS, MNHN, INALCO). Il participera aussi au développement des partenariats avec les acteurs de la vie économique (entreprises, ONG, collectivités locales) pour la valorisation de la R&D. D'une manière plus générale, il devra répondre aux nombreuses sollicitations du champ de l'enseignement supérieur et de la recherche, interviendra en transversalité sur les composantes du projet, et contribuera au rayonnement de toutes les actions de la coopération franco-malgache.

Le profil demandé est celui d'un Maître de conférences, habilité à diriger des recherches (HDR) ou Professeur. La discipline d'appartenance sera, de préférence, en relation avec l'une des thématiques suivantes : environnement et biodiversité, halieutique, agronomie-agroalimentaire, sciences pour l'ingénieur. Les candidatures des disciplines « SHS appliquées au développement » ou Gestion pourront aussi être étudiées. Il aura suivi un stage de formation au projet FSP.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

MAR-E-0021 : MAROC (RABAT)**Université Mohammed V****Professeur des Universités****Prise de fonction : Septembre 2006****Durée du contrat : 2 ans.**

L'agent, enseignant-chercheur habilité à diriger des recherches (professeur des universités ou MCF habilité), spécialiste des questions de gestion de l'éducation (économie, planification, évaluation des élèves et des systèmes d'enseignement) est détaché auprès de l'université Mohammed V Souissi de Rabat. Il est intégré à une équipe d'enseignants chercheurs marocains (professeurs des universités) dans le cadre du Centre de Recherche et de Formation en Management et Evaluation de l'Education (CREFEME) de l'Université Mohammed V Souissi. Il participe aux enseignements du DESA (Mastère) Management de l'éducation et de la formation, à l'encadrement des doctorants du CREFEME et aux actions de formations continues destinées aux cadres de l'éducation mises en place par le centre au niveau national et régional (Maghreb et Afrique francophone). Il participe aux recherches entreprises par le centre et à ses différentes activités académiques (publications, séminaires, colloques, animation de l'école doctorale à laquelle le centre est associé). Il mobilise les ressources universitaires françaises et l'expertise du réseau de la coopération dans les activités mises en œuvre par le CREFEME tant au plan national que régional. Dans son domaine de compétence, l'agent répond aux demandes d'expertise qui lui sont adressées par le SCAC de l'ambassade de France à Rabat, dans le cadre de ses propres projets de coopération éducative ou en réponse aux sollicitations émanant des autorités éducatives marocaines.

L'insertion dans l'université marocaine et la conduite des différentes activités du poste à pourvoir supposent une expertise reconnue. Cette expertise est à la fois académique et pratique, le CREFEME ayant vocation à développer la formation continue des cadres de l'éducation au Maroc et dans l'ensemble de la sous-région (Maghreb et Afrique francophone) et à développer des outils de pilotage des systèmes d'enseignement, fruits de recherches appliquées. Le poste exige donc une grande polyvalence associant une reconnaissance académique dans le domaine de la gestion éducative, une expérience solide dans l'analyse du fonctionnement des systèmes éducatifs, notamment africains, et une capacité à tisser les liens utiles à sa mission entre le monde universitaire et celui de l'administration éducative.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et Patricia.Niant@diplomatie.gouv.fr